

L'infirmière scolaire, cette cheville ouvrière de l'école qui doit composer avec le Covid-19

Paris, 11 mars 2021 (AFP) -

"On ne peut pas se démultiplier à l'infini mais on gère". Comme les 7.400 infirmières scolaires en France, Isabelle Toraille a pris l'habitude de jongler tous les jours entre les 1.001 sollicitations des élèves mais depuis un an, son travail est bousculé par la crise du Covid-19.

A 54 ans, elle partage son temps entre le collège Robert-Desnos d'Orly (Val-de-Marne), un établissement classé REP+ (quartier très défavorisé) et sept autres écoles maternelles ou primaires.

A l'écoute d'élèves âgés de 3 à 15 ans, son quotidien est rythmé par les enfants qui frappent à la porte de son infirmerie pour un bout de doigt qui saigne ou par des adolescents qui viennent chercher une oreille attentive et bienveillante sur un mal-être parfois pesant.

Au cœur de la vie de l'établissement, Isabelle Moraille tente de tisser un lien de confiance avec les élèves comme avec les enseignants. "Au collège notamment, les ados viennent facilement frapper à ma porte, et tant mieux !", se réjouit-elle.

Ce mardi matin, en l'espace de deux heures, une première jeune fille de 5ème s'est réfugiée dans son bureau à la récré après s'être battue avec une autre et une autre en classe de 3ème est venue la consulter pour un point au niveau de la poitrine. Le tout entrecoupé de différents appels pour des résultats de tests Covid en attente.

Isabelle ne s'"ennuie jamais" mais reste très zen et assure "toujours aimer" son métier. Mais depuis un an, son travail a un peu changé, crise du coronavirus oblige.

- "Suivre nos élèves, c'est crucial" -

"Depuis le début de la crise sanitaire, notre travail est axé sur le Covid, on ne peut pas le nier, mais on fait notre maximum pour continuer à suivre nos élèves, c'est crucial, surtout en ce moment", explique-t-elle.

"Le collège est à la base une période difficile car les élèves se cherchent, ont envie de s'émanciper et tout ça est parfois accentué avec les effets du confinement", poursuit l'infirmière, en relevant notamment "une agitation particulière chez les élèves de son collège ces derniers temps".

Depuis le mois de novembre, elle s'est portée volontaire pour effectuer en parallèle les campagnes de tests de dépistage antigéniques dans les collèges et lycées voisins. "Ayant eu moi-même le Covid au début de la pandémie, je trouvais ça naturel d'apporter mon aide".

Dans les semaines qui viennent, sa "liste des choses à faire" peut encore s'étoffer: elle pourrait aussi être amenée à effectuer des tests salivaires dans les écoles maternelle et primaire de son secteur.

Le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer a en effet annoncé le déploiement progressif de ces tests à l'école afin d'y "casser les chaînes de contamination". L'objectif affiché est d'arriver à "300.000 tests par semaine" au niveau national d'ici la fin du mois de mars.

Le SNICS-FSU, syndicat majoritaire des infirmières de l'éducation nationale, s'est inquiété de cette mise à contribution et a alerté sur le manque de moyens et d'effectifs.

"Si j'ai à faire des tests salivaires dans les écoles maternelles et élémentaires de mon secteur, je ne sais pas trop comment je vais faire pour tout gérer, alors je serai obligée de procéder par priorité", relativise Isabelle Toraille.

Mais "il est certain qu'on ne peut pas se démultiplier à l'infini". "Le risque concret par exemple, c'est que ces tests salivaires nous empêchent de mener correctement les sessions de détection visuelle ou auditive qu'on est en train de lancer auprès des classes de grande section (de maternelle) et de CE1", lance-t-elle.

Selon Jean-Michel Blanquer "150.000 tests salivaires ont été effectués par semaines" et ils montrent "un taux de contamination compris entre 0,5% et 0,6%, ce qui reste donc un taux contenu", s'est-il félicité mardi soir lors d'une audition à l'Assemblée.

asm/ito/pa/pb

Afp le 11 mars 21 à 09 00.

